

**Free Trade in Sub-Saharan Africa Under the Lens of External Dependency:  
Exploring "Disconnection" and "Unequal Exchange" Through Mental Structures**

**Dr. Aristide M. MENGUELE MENYENGUE<sup>1</sup>**

Faculty of Legal and Political Sciences,  
University of Douala, Cameroon

---

Science Step Journal / SSJ

2024/Volume 2 - Issue 7

**To cite this article:** M. Menguele Menyengue, A. (2024). Free Trade in Sub-Saharan Africa Under the Lens of External Dependency: Exploring "Disconnection" and "Unequal Exchange" Through Mental Structures. Science Step Journal, 2(7), 92-110. <https://doi.org/10.6084/m9.figshare.28121444>. ISSN: 3009-500X.

---

### **Abstract**

This contribution addresses the issue of freedom of exchange in Africa by putting it in dialogue with essentially extroverted mental structures in the African context. The problem then arises of the impact of this culture of extroversion in the consolidation of an African Continental Free Trade Area (ZLECAF). In other words, to what extent can extroversion of mental structures constitute an obstacle to optimal performance of the ZLECAF. From a database collected through interviews and documentary analysis and interpreted under the prism of dependency theory, this contribution poses the hypothesis according to which the culture of extroversion is a variable explanatory to the resistance to freedom of trade on the scale of the African continent. Ultimately, given the perverse effects of this culture of extroversion in intra-African trade (unequal exchange, disconnection, low level of intra-African trade, etc.), this article proposes a more convincing promotion of "made in Africa" as a solution to the problems caused by this culture of extroversion.

### **Keywords**

Free trade, extroversion, unequal exchange, disconnection, African Continental Free Trade Area.

---

<sup>1</sup> [m.aristidemichel@yahoo.com](mailto:m.aristidemichel@yahoo.com)

## Le Libre Échange en Afrique Subsaharienne à l'Épreuve de l'Extraversion: Comprendre "La Déconnexion " et de "L'Échange Inégal " à Partir des Structures Mentales

Dr. Aristide M. MENGUELE MENYENGUE<sup>2</sup>

Faculté des Sciences Juridiques et Politiques

Université de Douala, Cameroun

### Resumé

Cette contribution aborde la problématique de la liberté d'échanger en Afrique en mettant celle-ci en dialogue avec les structures mentales essentiellement extraverties dans le contexte africain. Il se pose alors le problème de l'impact de cette culture de l'extraversion dans la consolidation d'une Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAF). En d'autres termes dans quelle(s) mesure(s) l'extraversion des structures mentales peut-elle constituer un obstacle à la performance optimale de la ZLECAF. A partir d'une banque de données collectées à travers le recours aux entretiens et à l'analyse documentaire et interprétées sous le prisme de la théorie de la dépendance, cette contribution pose l'hypothèse selon laquelle la culture de l'extraversion est une variable explicative aux résistances à la liberté d'échanger à l'échelle du continent africain. In fine, au regard des effets pervers de cette culture de l'extraversion dans le commerce intra africain (échange inégal, déconnexion, faible niveau du commerce intra africain, etc.), cet article propose une promotion plus convaincante du « made in Africa » comme solution aux problèmes causés par cette culture d'extraversion.

### Mots clés

Libre-échange, extraversion, échange inégal, déconnexion, Zone de Libre Echange Continentale Africaine.

---

<sup>2</sup> Ph.D en Science politique

Maître de conférences au Département de Science politique. Université de Douala- Cameroun.

## Introduction

Des structures mentales essentiellement extraverties sont-elles compatibles avec l'intégration par la construction d'une Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAF) ? Cette question vaut son pesant d'or au regard de la prévalence de la culture de l'extraversion dans le contexte africain notamment en Afrique subsaharienne. Le fait est que le défi de la réalisation d'une zone de libre échange en Afrique a partie liée avec l'émancipation des États qui composent ce continent et leur capacité à monter en puissance dans l'ordre international. Or, du fait d'une culture de l'extraversion particulièrement dominante, l'Afrique connaît des velléités endogènes et exogènes de résistance à l'effectivité de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAF). Ici, les structures mentales encore travaillées par la fascination de l'ailleurs contribuent à l'enracinement de cette culture de l'extraversion qui met à mal l'effectivité de la ZLECAF en tant qu'étape décisive dans le processus d'intégration en Afrique. Quelques faits méritent d'être relevés pour donner un aperçu de ce rapport à l'extraversion des structures mentales, politiques, économiques, sociales et culturelles en Afrique :

En matière d'industrie automobile, l'Afrique constitue la première région importatrice de véhicules légers d'occasion dans le monde en 2018. Dans ce secteur, le top cinq des plus gros importateurs étant constitué du Nigéria (238 760 Véhicules importés), la Libye (161 814 véhicules importés), la Tanzanie (125 845 véhicules importés), la Guinée (81 069 véhicules importés) et du Ghana (80 104 Véhicules importés).

Dans le domaine des céréales et des produits alimentaires de grande consommation, on a pu observer à la fin de la décennie 1990 que « l'Afrique qui représente 10% de la population mondiale absorbe 30% des importations de riz selon Papa Abdoulaye Seck alors ministre sénégalais de l'agriculture cité par Lassaad Ben Ahmed<sup>3</sup>. Pour le cas spécifique du Cameroun, il faut signaler que l'État a importé les produits alimentaires en 2019 pour un montant total de 807 milliards de FCFA pour une hausse de 14,9 % selon Institut National de la Statistique (INS). L'INS précise aussi qu'en 2020, le pays a importé 319 330 tonnes pour un montant de 86 milliards de F. Un peu plus que les 260 292 tonnes exportés en 2020 pour une enveloppe totale de 70,9 milliards.

D'autres sources indiquent que cette extraversion ne fait pas l'économie du sport, de l'industrie cinématographique, du tourisme, de la recherche, *etc.* Par exemple, l'industrie certes encore embryonnaire du cinéma africain en souffre puisque 80% d'africains préfèrent de loin les productions *hollywodiennes* et de plus en plus *Novelas*. Selon Ngugi Wa Thiong'o (2011), il s'agit d'une réalité construite par le colonialisme. En matière d'information, cette extraversion se donne aussi à voir dans la mesure où l'imaginaire collectif accorde plus de crédit à une « information » relayée par Radio France International (RFI) qu'à celle qui proviendrait d'un média local. Dans le domaine de la recherche, à valeur égale, les chercheurs nationaux valoriseraient davantage travaux et les supports de publication de leurs collègues occidentaux et convoqueraient moins ceux de

---

<sup>3</sup> <<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/l-afrique-importe-le-tiers-de-la-production-mondiale-de-riz-1265366/>>, consulté le 11 décembre 2021.

leurs collègues africains de même valeur. Cette culture de l'extraversion scientifique et heuristique pose a conduit Joseph Tonda à formuler l'hypothèse d'une « impossible décolonisation des sciences sociales africaines » (Tonda, 2012 : 108-119).

De ce point de vue, la liberté d'échanger en Afrique charrie un certain nombre d'enjeux géopolitiques et géoéconomiques qui pourraient à termes contribuer à reconfigurer le système international à mesure que la conscience sur la nécessité d'échanger et de commercer entre États d'Afrique subsaharienne produit des effets de réalité. Or, il en va de la survie de la division internationale du travail en tant que mécanisme de pérennisation de l'extraversion. La question du libre-échange est donc éminemment géostratégique. Son rapport aux velléités de déconstruction de l'extraversion des structures politiques, économiques, sociales et culturelles ne se discutent pas. D'ailleurs, la raison d'être de Zone de Libre Échange Continentale Africaine (ZLECAF) renseigne sur la volonté de rompre avec l'extraversion en constituant précisément un marché commun. Mais dans un contexte où l'extraversion politique, économique, sociale et culturelle de l'Afrique est un enjeu de pérennisation de ce que Samir Amin appelle « l'échange inégal », il faut craindre que la liberté d'échanger en Afrique subsaharienne soit mise à rude épreuve du fait des rentes liées à l'économie politique de l'extraversion.

Cette contribution ambitionne poser le problème de l'impact de l'extraversion dans l'obstruction à la liberté d'échanger en Afrique subsaharienne. Sans souscrire aux théories conspirationnistes, elle questionne la faisabilité et la praticabilité d'une politique continentale et/ou sous régionale de libre-échange dans un contexte global d'extraversion de la grande partie du continent. Sous ce rapport, elle pose la question de savoir comment rendre compte des résistances à la liberté d'échanger en Afrique subsaharienne à partir des rentes liées à l'économie de l'extraversion des structures politiques, sociales et culturelles ? En d'autres termes, jusqu'à où l'extraversion rend-t-elle compréhensible les obstacles à la liberté de commercer et d'échanger en Afrique sub-saharienne ?

La banque des données collectées en pratiquant l'enquête documentaire et interprétée sous le prisme des théories de la dépendance permet de formuler l'hypothèse selon laquelle l'économie politique de l'extraversion est en partie si ce n'est pour une grande part à l'origine des résistances tant endogènes qu'exogènes à la liberté d'échanger en Afrique subsaharienne. Autrement dit, la culture de l'extraversion est une variable explicative des résistances à la liberté d'échanger à l'échelle du continent africain. Deux ordres de considérations permettent de vérifier cette hypothèse : d'une part l'institutionnalisation de la culture de l'extraversion qui apparaît comme un héritage dans l'Afrique postcoloniale (1) et d'autre part, la promotion de « l'échange inégal » comme garantie de domination du « nord » sur le « sud » (2).

## **1- Impérialisme, colonialisme et socialisation à la culture de l'extraversion**

L'extraversion qui constitue incontestablement l'un des facteurs défavorables à la performance optimale de la ZLECAF a partie liée avec l'histoire coloniale et post ou néocoloniale. C'est précisément au plus fort de la colonisation et à la (dé)favor de l'impérialisme culturel que la plupart des africains ont été socialisés à la culture de l'extraversion qui continue de compromettre la souveraineté économique d'un nombre important d'États d'Afrique (Austin, 2010 : 11-36). L'impérialisme et le colonialisme sont des systèmes de domination dont la capacité de nuisance

repose en partie sur la suggestion du complexe d'ailleurs, dispositif essentiel de la socialisation à l'extraversion.

## **1.1- De la construction historique de la fascination pour l'ailleurs : l'émergence d'un complexe**

Le complexe de l'ailleurs à l'origine de la culture de l'extraversion est une construction historique. Elle est un produit de l'histoire. S'il en est ainsi c'est parce que l'impérialisme culturel qui se pratique depuis la colonie jusqu'à la post colonie est un des vecteurs par excellence du complexe de l'ailleurs. Ce n'est qu'à l'aune de ce processus d'occidentalisation du monde que peut notamment se comprendre l'ethnocentrisme à l'origine de ce complexe de l'ailleurs.

### **1.1.1- L'impérialisme culturel comme vecteur du complexe d'ailleurs**

Toute entreprise impériale a pour objectif d'imposer un ethnocentrisme à partir duquel se réalise finalement l'impérialisme culturel qui sert à dominer et à soumettre l'autre. S'inspirant du *Dictionnaire Robert*, René Girault (1999 :111), définit l'impérialisme comme étant la « politique d'un État visant à réduire d'autres États sous sa dépendance politique ou économique ». C'est très souvent, sinon systématiquement à partir de l'impérialisme qu'est imposée une vision du monde à d'autres. Dans l'histoire du monde contemporain, la part de l'impérialisme est décisive dans les velléités de suggestion de l'infériorité ou de la supériorité culturelle. Sous ce rapport, il ne serait pas exagéré de soutenir que le complexe de « l'ailleurs » qui caractérise une frange importante de la population en Afrique subsaharienne en particulier a partie liée avec l'impérialisme culturel qui a été pratiqué pour établir une sorte d'hierarchie entre les formes de sociétés et de cultures. C'est la fonction politique la plus performative de l'impérialisme culturel.

Vecteur par excellence du complexe de « l'ailleurs », l'impérialisme culturel a historiquement été pratiqué pour socialiser à ce qu'Etienne de La Boetie appelle « la servitude volontaire » (La Boetie, 1992). Il s'agit très souvent de faire l'économie de la violence physique pour actionner la violence symbolique par laquelle on arrive à se présenter et à s'imposer aux autres comme la référence et/ou le modèle par excellence. Vu comme tel, on peut légitimement établir un lien de causalité et/ou quasi déterministe entre l'impérialisme culturel et la culture de l'extraversion. Or, comme le souligne fort opportunément le Rapport Alternatif sur l'Afrique, « travailler à l'intégration des peuples ne relève pas seulement d'une question de frontières, d'économie ou de zone de libre-échange. Il s'agit aussi de donner des armes spirituelles pour dépasser les identités clivantes et les stigmates d'hier, pour permettre aux sociétés de se régénérer et aller de l'avant » (Rapport Alternatif sur l'Afrique, 2020 :106).

En effet, l'anthropologie culturelle telle qu'elle a été exploitée, instrumentalisée et mise à contribution dans le projet impérial en Afrique comme ailleurs a révélé que les usages politiques du discours sur l'Afrique ont été d'une grande importance pour arriver à convaincre « le monde » sur la nécessité d'une « mission civilisatrice ». Les représentations communes qu'on a pu construire sur l'Afrique sous des prismes occidentalocentrés peuvent servir à démontrer ce déterminisme quasi absolu entre impérialisme culturel et suggestion de l'ethnocentrisme. L'impérialisme culturel est un vecteur du complexe de l'ailleurs. S'il en est ainsi, c'est parce qu'il sert à suggérer une représentation toujours méliorative de l'ailleurs, représentation qui contraste

avec « l'auto-flagellation », le complexe d'infériorité, l'autodénigrement qui se donnent à voir au sein des sociétés qui continuent de subir cet impérialisme culturel quelles que soit ses formes et manifestations démontrent bien ce lien de causalité entre impérialisme culturel et complexe de l'ailleurs.

*L'homo africanus* se singularise par un complexe qui se vit, se lit et s'entend dans ses discours sur son origine, son « être dans le monde » et son avenir. L'impérialisme culturel qu'il subit lui apprend à se renier, à se rejeter, à s'estimer inférieur à l'autre. Il ne saurait d'ailleurs en être autrement dans un contexte où la littérature consacre quasi systématiquement l'Africain contemporain comme « n'étant pas suffisamment encré dans l'histoire », comme hypothétiquement existante, etc. (Yebega Ndjana, 2016 : 201-242 ; Tsana Ngeugang, 2016 : 107-118).

Visiblement marqué par ces considérations défavorables sur l'anthropologie de l'africain, on assiste à une volonté de sortir de ce complexe d'infériorité par la « conquête » de « l'ailleurs ». Ce n'est d'ailleurs pas anodin si les variables explicatives de l'extraversion juvénile du continent africain accordent une place de choix à cette volonté de se renier soi-même en épousant la culture occidentale que l'impérialisme culturel a contribué à présenter comme le modèle civilisationnel par excellence (Bolzman, Gakuba et Amalaman, 2017 : 129-138).

L'impérialisme est un vecteur du complexe de « l'ailleurs » en tant que substrat de la culture de l'extraversion. Dans le contexte africain, au moins quatre (04) considérations permettent de le vérifier :

- Le discours impérialiste contribue à légitimer l'occidentalo-centrisme en érigeant la culture occidentale comme le référentiel qu'il convient de promouvoir par une universalisation méthodique, agressive et patiente ;
- Le complexe du messie occidental qui établit à grand renfort de légendes et récits messianiques et théologiques que l'occidental-centrisme est un décret divin et légitime une mission civilisatrice du Nord envers le Sud ;
- La légitimation contemporaine de l'extraversion par un imaginaire de la posture de régulation des échanges et de centre d'impulsion de l'activité et de la dynamique mondiale à travers laquelle se construit l'image du centre du monde ;
- L'amalgame entre universalisation et occidentalisation du monde à partir duquel se produit et se coproduit l'ethnocentrisme en tant que mécanisme de socialisation à l'extraversion.

### **1.1.2- Colonialisme et occidentalisation du monde : la part de l'ethnocentrisme dans la socialisation à l'extraversion**

L'extraversion qui entrave la liberté d'échanger en Afrique subsaharienne est une construction historique qui a aussi partie liée avec le colonialisme et l'occidentalisation du monde. Par définition,

Le colonialisme est une relation de domination établie entre des collectivités dans laquelle les décisions fondamentales concernant le mode de vie des colonisés sont prises par une minorité de colonisateurs issus d'une culture différente et rétifs à toute adaptation ; ces derniers prennent ces décisions et les appliquent effectivement en accordant la priorité à des intérêts extérieurs à ceux des colonisés. Au cours des temps modernes, le colonialisme est lié

à des doctrines de justification relevant d'une idéologie missionnaire, et qui reposent sur la conviction, de la part des colonisateurs, d'être culturellement supérieurs (Osterhammel, 2010 : 58).

La conviction que le colonisateur applique et pratique sur le colonisé une culture naturellement et/ou artificiellement supérieure est un facteur d'intériorisation de l'extraversion comme valeur. Le colonialisme y contribue de manière décisive notamment parce qu'il suggère en réalité que ce qui est meilleur vient forcément d'ailleurs dans la mesure où il contraint l'ex colonisé « à se considérer d'un point de vue extérieur à lui-même » (Ngugi Wa Thiong'o, 2011: 40). Du fait des effets de « sujétion volontaire » coproduits par le colonialisme, le colonisé est pratiquement contraint de percevoir et de regarder « son propre univers du même œil que les colonisateurs » (Ngugi Wa Thiong'o, 2011: 41)

Il y a un rapport entre le colonialisme et le projet de « modélisation de l'autre » qui aboutit à l'ethnocentrisme que William Summer définit comme « cette vue des choses qui fait de notre propre groupe le centre de toutes choses, et évalue tous les autres par rapport à lui » (Summer cité par Mondher Kilani, 2014, p. 286). C'est autour de ce projet de modélisation de l'autre que se construit en réalité l'intériorisation du mythe de la grandeur de l'Occident et la fascination qui en découle ne peut que contribuer à socialiser et à entretenir cette extraversion qui explique aujourd'hui les entraves à la liberté d'échanger en Afrique Subsaharienne. D'après Sophie Leclercq, depuis plusieurs siècles, « la construction par l'Occident de sa propre image a largement procédé du regard sur d' "autres" » (Leclercq, 2010, p. 315).

L'explication des entraves à la liberté d'échanger en Afrique subsaharienne ne peut minorer l'extraversion culturelle et les structures mentales sans risquer d'être superficielle et/ou partielle. Pour reprendre la belle formule de Joseph Tonda, il s'agit d'une extraversion qui suggère « la vie dans le rêve d'autrui » (Tonda, 2021). D'ailleurs, si on s'accorde avec Jean-François Bayart que « l'extraversion consiste à épouser des éléments culturels étrangers en les soumettant à des objectifs autochtones » (Bayart, 1999 : 97-120) alors, cette culture qui structure les rapports avec l'Occident a forcément partie liée avec le colonialisme, ce d'autant plus que l'africain a conscience de ne pas exister en dehors de l'Occident.

Cette culture imposée par l'occidentalisation du monde conduit à la sublimation de « l'ailleurs » et, inversement, au dénigrement systématique de ce qui est ou vient d'ici. Sous ce rapport, l'extérieur apparaît comme le référentiel. C'est cet instrument de pérennisation de la domination occidentale qui explique en partie les obstacles et pesanteurs contemporains à la liberté d'échanger en État d'Afrique subsaharienne, dans un contexte où les séquelles du colonialisme restent prégnantes. Ceci explique pourquoi, jusqu'aujourd'hui, « le Noir veut être comme le Blanc. Pour le noir, il n'y a qu'un destin. Et, il est Blanc. Il y a de cela longtemps, le Noir a admis la supériorité indiscutable du Blanc, et tous ses efforts tendent à réaliser une existence Blanche » (Fanon, 2015).

C'est à partir de cette politique d'occidentalisation du monde que l'Occident est parvenu à imposer un ethnocentrisme hégémonique qu'il arrive à instrumentaliser pour se positionner comme le centre du monde. Cette posture lui permet de s'attirer vers lui tous les flux humains, financiers, culturels, économiques, etc. L'extraversion quasi unidirectionnelle qui en découle pose

un sérieux problème d'équilibre dans les échanges. Alors que l'Occident parvient à drainer et à attirer vers lui l'essentiel des flux de tous ordres, les autres doivent se contenter d'une part *in fine* du marché et des échanges. Si le nord attire vers lui autant de flux financiers, économiques, culturels voire humains, c'est incontestablement du fait de cette construction historique qui en fait la plaque tournante des échanges dans le monde. Par conséquent, le Sud semble individuellement et collectivement plus prompt à échanger avec le nord qu'à échanger avec lui-même. Cet habitus est certainement une des conséquences (in)directe de l'impérialisme, du colonialisme et surtout de l'ethnocentrisme que ces systèmes de domination ont historiquement et continuellement contribué à légitimer au fil des temps et selon les conjonctures.

L'obsession de « l'ailleurs » à travers lequel se prolonge indéfiniment cette forme de domination culturelle permet de comprendre notamment pourquoi les échanges commerciaux intra-africains restent parmi les plus faibles représentant 17,6% du total des exportations africaines en 2017. C'est le constat de cette faible quantité du commerce intra-africain qui a notamment amené à formuler le v<sup>u</sup> selon lequel « l'Afrique doit absolument développer ses échanges commerciaux intracontinentaux et stimuler la coopération entre pays du continent » comme l'a indiqué Irène Ochem, fondatrice et PDG de l'*African Women Innovation and Entrepreneurship Forum* (AWIEF)<sup>4</sup>. La problématique du flux des échanges commerciaux interafricains inhérente à la ZLEAF a partie liée avec les représentations populaires autour de ce qui vient d'ailleurs. Il convient donc de mettre en rapport ce qu'on pense ici de ce qui vient d'ailleurs avec la question des pesanteurs à l'institutionnalisation d'une ZLEAF susceptible de consolider le commerce et d'intensifier les échanges intra-africains.

## 1.2- Ce qu'on pense ici de ce qui vient d'ailleurs

Les représentations populaires qui structurent le rapport à ce qui vient d'ailleurs ou ce qui est produit ailleurs sont une variable explicative du faible flux des échanges commerciaux entre les pays d'Afrique subsaharienne. Les échanges entre États africains au Sud du Sahara sont de faible quantité du fait de la sublimation collective de ce qui est importé qu'on peut observer au niveau de chacun de ses États. Il existe un culte de « l'importé » qui s'énonce de manière discursive et se manifeste à travers un certain nombre d'actes révélateurs du complexe de l'ailleurs.

### 1.2.1- Le culte de « l'importé » : liturgies, discours et manifestations

Les pays africains échangent très peu entre eux. Au-delà des considérations liées au souverainisme, une croyance semble être à l'origine de cette réalité. Ici, on croit fortement que les biens et services importés (en de) hors du continent et notamment en Occident ont manifestement une valeur sociale de loin plus importante que celle que pourrait alternativement avoir les biens et services importés d'Orient, d'Asie ou d'ailleurs. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si de nombreux pays occidentaux apparaissent comme les premiers partenaires commerciaux de la plupart des pays africains. Selon Philippe Hugon « la France [par exemple] demeure le premier fournisseur du continent dans son ensemble mais n'est que son second client avec respectivement 15% des importations du continent et 10% de ses exportations (50 milliards de dollars US en 2005). À titre

---

<sup>4</sup> <https://spore.cta.int/fr/marketing/all/article/echanges-commerciaux-intra-africains-tendances-et-opportunités-sid090168ea9-f7fa-482f-a3ed-df0dcdabbdae>, consulté le 12 septembre 2021

de comparaison, notons que les États-Unis comptaient la même année pour 7,5% des importations et 21% des importations de l'Afrique dans son ensemble (70 milliards de dollars US, exportations plus importations) » (Hugon, 2007 : 56-65). L'auteur lie donc le poids de la France dans les échanges commerciaux en Afrique à « une politique d'aide en trompe-l'œil », le charisme des firmes et multinationales comme Bolloré et Bouygues, « une politique monétaire » configurée autour du franc CFA et « ses monnaies satellites » qui fait de la zone franc « un espace financier privilégié », etc. Certes, comme cela a été précédemment montré, l'impérialisme culturel, l'ethnocentrisme et le colonialisme ont contribué de manière décisive à ce qu'il en soit ainsi. Toutefois, la fascination de « l'ailleurs » et de ce qui y est importé peut aussi s'expliquer par les représentations sociales et populaires de la marque ou des produits de fabrication occidentale. Elle se dit à travers des formules comme « je préfère les marques japonaises en termes de construction automobile », « le maquereau chinois est le meilleur sur le marché », « les marques françaises sont les meilleures », « les occasions dites « Belgique » sont plus abordables et économiquement réalistes », *etc*<sup>5</sup>.

En outre, si on peut évoquer avec raison la faible capacité de production des États d'Afrique au Sud du Sahara comme facteur générateur de cette économie extravertie, il reste constant que cette extraversion est une construction historique qui fait les affaires de la division internationale du travail selon laquelle le nord (et désormais l'Orient aussi) produi(sen)t alors que le Sud consomme et au mieux des cas fournit la matière première destinée à cette production. Les enjeux économiques, géopolitiques et géostratégiques des sommets France-Afrique, Chine-Afrique, l'AGOA, etc. ont certainement un rapport avec cette politique d'extraversion qui consiste à orienter les échanges commerciaux vers l'extérieur en défavorisant en même temps les velléités de construction d'un marché intra-africain susceptible d'inverser la courbe de la dépendance africaine vis-à-vis de l'extérieur.

Les discours de légitimation de cette extraversion économique qui entrave l'émergence et la consolidation d'une ZLECAF, sont aussi nombreux, diversifiés que récurrents. Des extraits et morceaux choisis renseignent sur ce qui se joue dans cette obsession et dans cette fascination africaine pour l'importé. Si on peut y voir du point de vue du clientélisme politique une garantie de pérennisation de l'allégeance des dirigeants politiques africains à l'égard de leurs soutiens occidentaux dans un contexte où rompre économiquement, culturellement et politiquement avec certaines puissances occidentales est un risque mieux un véritable affront, il n'en demeure pas moins vrai que l'extraversion ainsi entretenue a forcément des rentes surtout symboliques. Du point de vue symbolique, l'impérialisme culturel qui a survécu aux processus de décolonisation a réussi à orienter les structures mentales dans le sens de la valorisation et de la sublimation de ce qui vient d'ailleurs. Les rentes symboliques du commerce avec l'Occident ont partie liées avec cette forte croyance ancrée dans l'imaginaire et le conscient collectif, croyance selon laquelle le commerce avec l'Occident est de loin plus fiable et plus crédible que celui qu'on peut entreprendre avec l'africain. Il y a de la grandeur à échanger avec l'Orient et davantage l'Occident c'est-à-dire le

---

<sup>5</sup> Ces propos qui renseignent à la fois sur les préférences commerciales des africains en général et des camerounais en particulier ont été recueillis lors des enquêtes de terrains menées en alternant les focus groups et les entretiens semi-directifs à Douala capitale économiques du Cameroun.

Nord qu'à échanger avec des partenaires africains, incertains et dont les produits (biens et services) seraient très peu fiables<sup>6</sup>.

### 1.2.2- La marque et l'étiquette comme éléments de distinction sociale : comment sortir de soi ?

L'extraversion entretenue par l'impérialisme culturel suggère un rapport *sui generis* à l'étiquette et à la marque. C'est assurément un élément important de distinction sociale. En Afrique subsaharienne, la place qu'occupent les marques occidentales et/ou orientales dans les représentations populaires permet de comprendre pourquoi les slogans comme « consommons africain », « consommons camerounais », « consommons ivoirien », « consommons congolais », « consommons guinéen » ont eu un relatif effet mobilisateur. Le « made in » semble déterminer les échanges entre l'Afrique subsaharienne et les autres espaces géoéconomiques. L'impensée derrière cette autre variable explicative de ce phénomène d'extraversion qui entrave l'émergence d'une véritable ZLECAF est que à valeur égale, l'expertise occidentale et/ou orientale en matière de construction, les produits et/ou marque de fabrication occidentale et/ou orientale sont plus recommandables et plus fiables que l'expertise et/ou les marques et productions locales.

Une telle analyse permet alors de comprendre la fascination en matière automobile par exemple pour les marques comme « Mercedes », « Volkswagen », « Nissan », « Toyota », « Ford », ou « Peugeot » dont on a longtemps présenté comme « la voiture de l'Afrique ». C'est un fait, le marché automobile en Afrique subsaharienne est dominé par l'importation des véhicules de marque Occidentale et Orientale. Ce n'est d'ailleurs pas anodin s'il a été affirmé que pour les constructeurs automobiles « l'Afrique est le nouvel horizon de la vente des véhicules neufs dans le monde »<sup>7</sup>. Et malgré l'émergence certes encore embryonnaire des véhicules dit « made in nigeria » par exemple, on continue d'assister à ce que Moutiou Adjibi Nourou appelle « la course des grandes marques étrangères vers l'eldorado africain »<sup>8</sup>.

Dans une étude consacrée au « commerce d'exportation de voitures d'occasion entre Bruxelles et Cotonou », Martin Rosenfeld observe précisément que « chaque année, entre 3 et 4 millions de voitures d'occasion sont exportées d'Europe vers l'Afrique »<sup>9</sup>. Cette situation de dépendance qui promeut l'échange inégal et la déconnexion dans un contexte où se pose la question de l'autonomie et de la souveraineté économique du continent fait craindre une marginalisation de la ZLECAF. Or, prévient Hervé Lado, « sans l'essor du *Made-in-Africa*, la ZLECAF mettra simplement l'Afrique davantage au service du développement d'autres continents ». Pour l'auteur,

Parmi les nombreux produits à promouvoir figure l'automobile, un poste significatif dans les importations du continent, qui représente à lui seul plus de 5% des achats

---

<sup>6</sup> Entretien avec Ronald K., importateur des pièces automobiles à Douala le 12 septembre 2021

<sup>7</sup> <https://fr.africanews.com/2019/04/15/l-afrique-nouvel-eldorado-des-constructeurs-automobiles/>, consulté le 11 septembre 2021

<sup>8</sup> <https://www.agenceecofin.com/la-une-de-lhebdo/0803-64533-le-marche-automobile-africain-est-toujours-domine-par-les-vehicules-d-occasion-mais-les-temps-changent>, consulté le 11 septembre 2021

<sup>9</sup> Rosenfeld, M. « Le commerce d'exportation de voitures d'occasion entre Bruxelles et Cotonou », *Cahiers de l'Urmis*, disponible sur <http://journals.openedition.org/urmis/838>, consulté le 12 septembre 2021

extérieurs d'un pays comme le Cameroun. Signe de réussite et instrument de pouvoir avant d'être un outil de travail, l'automobile est l'un des attributs ostensibles de l'élite, du haut fonctionnaire et du cadre du secteur privé, et plus largement de la classe moyenne en Afrique. Et acheter un véhicule importé est si naturel que beaucoup imaginent mal l'émergence d'une automobile africaine. D'après l'Organisation Internationale des Constructeurs Automobiles (OICA), 1, 4 millions de véhicules neufs en moyenne par an ont été achetés en Afrique au cours de ces dix dernières années.

En faisant l'hypothèse que l'occasion représente 85% des nouveaux achats annuels, ces derniers se situeraient au total à près de 10 millions de véhicules, soit environ 10% de la production mondiale, l'équivalent de la production américaine ou encore de Toyota. La production africaine, qui s'élève à un peu plus d'un million d'unités par an, reste concentrée sur quatre pays : l'Afrique du Sud (57%), le Maroc (36%), l'Algérie (5%), l'Égypte (2%). Autrement dit, l'Afrique produit seulement 1% de sa consommation annuelle. L'automobile fait ainsi partie des nombreux produits dont le consommateur africain raffole mais produit peu, aux côtés de vêtements, chaussures et parures ; téléviseurs, téléphones et ordinateurs ; riz, sel et poisson, produits de toilette et de beauté, produits pharmaceutiques, matériaux et matériels de construction. Ainsi, le continent entretient une relation de dépendance vis-à-vis du reste du monde en important massivement des biens de consommations qu'il pourrait fabriquer. L'enjeu est grave pour le continent. Il est celui de la souveraineté économique et d'un développement durable. Entretenir de telles dépendances revient à se livrer volontairement à la servitude et à la prédation<sup>10</sup>.

Ce qui précède montre que la culture de l'extraversion dont le vecteur le plus puissant est l'odyssée néocoloniale de l'occidentalisation du monde est assurément une variable explicative de l'échange asymétrique Sud-Sud.

## **2- La culture de l'extraversion : une variable explicative de l'échange asymétrique Sud-Sud**

La culture de l'extraversion qui est intimement liée à l'impérialisme qui coproduit à la fois la colonie et la post colonie est une variable explicative de l'échange asymétrique en cours dans la mesure où l'échange asymétrique Sud-Sud est une excroissance de ce complexe de « l'ailleurs ». Elle a partie liée avec ce que Ngugi Wa Thiong'o (2011 : 39) appelle « la soumission de l'univers mental du colonisé » Il y a quasi systématiquement une prédisposition mentale à échanger avec des partenaires commerciaux occidentaux et/ou orientaux, prédisposition qui met à rude épreuve la ZLECAF.

### **2.1- La ZLECAF à l'épreuve de l'échange asymétrique Sud-Sud**

L'échange asymétrique Sud-Sud met à rude épreuve la ZLECAF dans la mesure où il ne permet pas de construire la souveraineté économique du continent. En effet, il existe un contraste entre les flux commerciaux Sud-Sud d'une part et Nord-Sud d'autre part qui démontre à suffire que les structures mentales qui déterminent le choix du partenaire commercial et « contraignent » à

---

<sup>10</sup>Lado, H. « Pour une industrie automobile africaine », disponible sur <https://www.financialafrik.com/2021/01/05/pour-une-industrie-automobile-africaine/>, consulté le 12 septembre 2021

faire la part belle aux partenaires occidentaux et orientaux dans les échanges mettent à rude épreuve la ZLECAF.

### 2.1.1- Le contraste entre les flux commerciaux Sud-Sud et Nord-Sud

Alors qu'elle a vocation à promouvoir les échanges commerciaux intra-africains, la ZLECAF semble aujourd'hui fragilisée par une orientation préférentielle des transactions commerciales qui, tel un *habitus*, fait davantage la part belle à l'importation des produits orientaux et occidentaux au détriment de la production africaine qu'elle semble relayer au second plan. Le constat a d'ailleurs pu être fait qu'à date, « la zone de Libre-échange ne remet pas [suffisamment] en cause l'insertion dépendante de l'Afrique » (Rapport Alternatif sur l'Afrique, 2020 : 46). La faute à une politique d'échange inégal qui entretient non seulement une division internationale du travail défavorable à l'émancipation économique de l'Afrique mais surtout à un impérialisme culturel particulièrement nocif qui configure les structures mentales *in situ* à la croyance que les biens et services proposés par d'autres espaces géoéconomiques sont de loin fiables que ceux qui pourraient être proposés à l'intérieur du continent. Il s'en suit une grande dépendance. L'extraversion qui naît et s'entretient à partir de cette obsession pour les biens et services importés hors du continent africain semble défavorable à la performance optimale de la ZLECAF. Sont entre autres révélateur de cet effet pervers de l'extraversion économique du continent sur la performance optimale de la ZLECAF, le fait notamment que « l'Afrique subsaharienne a dépensé près de 48,7 milliards de dollars US en importations alimentaires (17,5 milliards de dollars US pour les céréales, 4,8 milliards pour le poisson) » (Rapport Alternatif sur l'Afrique, 2020 : 35).

La dépendance actuelle de l'Afrique vis-à-vis des pays du Nord a certainement partie liée avec les structures mentales qui, ici continuent d'entretenir le culte de l'ailleurs, présentant tout ce qui est importé comme valorisant pour non seulement l'exportateur mais aussi l'importateur. Comme en matière de construction, d'automobile, de science, de culture, d'industrie automobile, d'industrie agro-alimentaire, de mode, etc., l'Afrique continue de s'auto-marginaliser en valorisant tout ce qui lui est proposé dans l'échange inégal qu'elle a développé depuis de nombreuses décennies avec ses partenaires occidentaux et orientaux. Ainsi par exemple, il apparaît que les communautés économiques en Afrique échangent laborieusement entre elles de sorte qu'un produit CEMAC intègre difficilement la CEDA, la SADC, la CEN-SAD, etc. Il a été démontré que sur la période 2015-2017,

en comparant les échanges-intra-africains qui se sont accrus de 15% du total de l'Afrique, les exportations et importations par rapport aux échanges intra-continentaux entre l'Amérique, l'Asie, l'Europe et l'Océanie représentent respectivement 47%, 61% et 7% du total des échanges. En 2017, les exportations intra-africaines ont représenté 16.6% des exportations totales, contre 68.1% pour les exportations intra-européennes, 59.4% pour les exportations intra-asiatiques, 55% pour les exportations intra-américaines et 7% pour les exportations intra-océaniques. Pour faciliter les flux commerciaux, les taux de droit appliqués en moyenne aux membres de la communauté intra régionale sont de 0% pour la C.A.E, 1.8% dans l'IGAD, 1,86% dans la CEEAC, 1,89% dans le COMESA, 2,6% dans l'UMA, 3,8 dans la SADC, 5,6% pour la CEDEAO, 7,4% pour la CEN-SAD (Sambou et Samba Diop, 2023 : 285).

Certes, le contraste entre les flux des échanges intra africains, c'est-à-dire Sud-Sud et les échanges Nord-Sud ne peut s'expliquer uniquement par le rapport aux structures mentales. D'ailleurs, on s'accorde à considérer certains partenariats Nord-Sud comme étant des facteurs par excellence d'exacerbation de l'extraversion économique des pays africains. Il en est ainsi par exemple des Accords de Partenariat Economique (APE) entre l'Union Européenne (UE) et les pays de l'Afrique des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Gumisai Mutume (2007, 4) souligne cet effet pervers des APE en se faisant l'écho de la crainte populaire selon laquelle, du fait des APE, « les pays africains pourraient finir par dépendre encore plus de leurs échanges commerciaux avec l'Europe que de leurs échanges entre eux ». Il faut certainement nuancer cette surestimation dans l'analyse de la variable explicative par l'orientation générale des structures mentales. S'il en est ainsi, c'est parce que

Pour les dirigeants, l'une des questions centrales est de savoir si la ZLECAF améliorera le bien être dans les pays membres. [Or,] d'après plusieurs études fondées [...], la capacité des pays africains à tirer avantage de la ZLECAF dépend de la structure de leurs économies. Celles qui sont plus diversifiées et tournées vers la production manufacturière, les pôles commerciaux régionaux existants ainsi que les petites économies sont déjà relativement plus ouvertes à la concurrence internationale et susceptibles de mieux tirer parti de l'intégration commerciale régionale que les économies axées sur l'agriculture et les ressources naturelles (Geremia et al., 2018 : 52).

Il y a donc un problème de créneaux d'investissement qui n'est pas loin de confirmer cette tendance à l'extraversion économique qui plombe la souveraineté économique du Continent.

Qu'on l'impute au manque d'infrastructures pouvant permettre les échanges commerciaux entre les différents pays africains ou qu'on l'impute à l'extraversion politique et économique, au néo-impérialisme culturel, etc., il reste constant que la faiblesse du commerce intra africain se pose avec acuité. D'après Malick Sane

Le commerce intra régional en Afrique reste faible par rapport aux volumes des échanges dans d'autres régions du monde. En 2000, il représentait 10% du total des échanges de l'Afrique alors qu'en 2014, cette part est ressortie à 16% contre 63% en Europe et 40% en Amérique du Nord. À l'intérieur même du continent, il faut également tenir compte des différences entre régions : à seulement 21% en 2014, la CEMAC a la plus faible proportion de commerce intra régional alors que les deux communautés régionales d'Afrique les mieux intégrées que sont la CAE et la SADC avaient respectivement 18,4 % et 19,3% de commerce intra régional dans leurs échanges totaux. Quant à l'UEMOA et la SACU, les chiffres ressortent à respectivement 15,3% et 15,7% <sup>11</sup>.

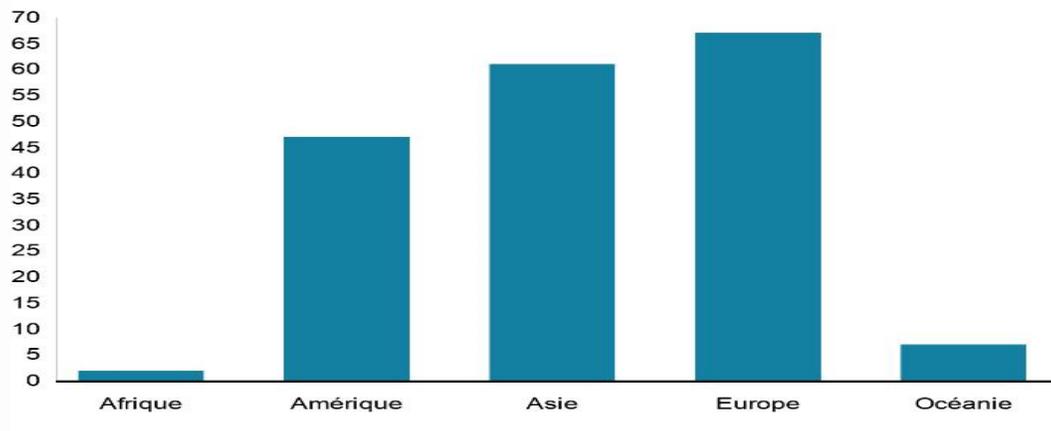
Des statistiques récentes donnent à voir que « sur l'ensemble du continent, seul 2% des échanges commerciaux ont été réalisés avec d'autres pays africains au cours de la période 2015-2017, contre 47% en Amérique, 61% en Asie, 67% en Europe et 07% en Océanie selon l'Agence

---

<sup>11</sup> Malick, S. « Infrastructures, commerce intra africain et développement économique en Afrique », *Revue interventions économiques* [en ligne], Hors-séries. Transformations I 2017, disponible sur <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/5793;DOI>, consulté le 02 octobre 2021

Commerciale des Nations Unies, la CNUCED »<sup>12</sup>. Comme l'indique la figure suivante, seulement 2% du commerce africain se fait à l'intérieur du continent.

**Figure 1** : Valeur du commerce intracontinental



Source : UNCTAD, *average 2015/2017*, cité par Bassiloh.et Zawadi (2021 : 2)

### 2.1.2- L'explication du contraste

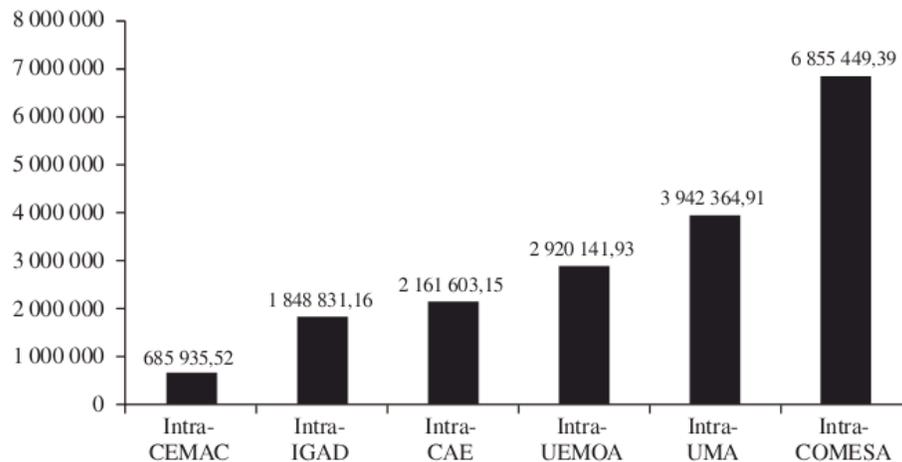
Le commerce international obéit à des enjeux complexes et souvent contradictoires au regard des rationalités qui président aux acteurs du système international. Il est connu que chaque acteur individuel ou collectif, mu par la rationalité économique – coût/bénéfice – travaille essentiellement à maximiser ses gains et à minimiser ses pertes. Sous ce rapport, le commerce international, peut-être plus que tout autre domaine, est l'objet de plusieurs enjeux de domination construits autour de la maîtrise des facteurs de production. Parce que la maîtrise des facteurs de production et des circuits de redistribution confère un pouvoir certain, il va de soi que la politique de restriction des échanges commerciaux intra africains et de promotion des échanges commerciaux transafricains apparaissent comme des mécanismes de déconnexion exacerbant l'échange inégal à partir duquel se construit et se négocie la domination à l'échelle mondiale.

Ce qui précède montre qu'il est possible d'analyser et de comprendre le contraste entretenu à partir de la volonté de puissance qui anime les acteurs dans le système monde. Sous ce rapport, promouvoir l'échange inégal et la déconnexion en « décourageant » le commerce intra africain pour faire la part belle au commerce transafricain participe aussi d'un enjeu de perpétuation de l'impérialisme et du sous-développement des pays du Sud. Ce qui se joue, c'est la mise en perspective d'une volonté de pérennisation de la division internationale alternativement appelée « répartition internationale des activités économiques » (Leduc, 1972 : 3) qui expliquerait ce que Carlo Vercellone appelle « l'enlisement de l'Afrique dans le cercle vicieux de la déconnexion forcée » (Vercellone, 2004 : 365).

<sup>12</sup> Bassiloh M. et M. Zawadi « Zone de libre-échange africaine: qu'est-ce qui va changer? », disponible sur <https://www.bbc.com/afrique/region-55844009>, consulté le 02 octobre 2021

En effet, l'extraversion inhérente à la division internationale du travail est une variable explicative pertinente de « l'échange inégal » qui se développe entre les pays appartenant à la même CER mais, qui, paradoxalement échangent difficilement entre eux comparativement à l'intensification et à la diversification des échanges entre certains d'entre eux et les pays extra africains. D'où le constat du « faible niveau des échanges commerciaux entre États membres de la [CEMAC] ».

**Graphique 1** : Moyennes du commerce total intra zone (1995-2010), en milliers de \$ US



Source : Désiré Avom et Dieudonné Mignamissi, « Évaluation et analyse du potentiel commercial dans la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique centrale », *L'Actualité économique*, Vol. 89, n° 2, juin 2013 : 122.

Cette explication d'inspiration (néo)marxiste pourrait heuristiquement être complétée avec la variable explicative alternative qui propose de lire ce contraste entre le commerce intra africain et le commerce transafricain sous le prisme des effets contemporains de l'histoire de l'impérialisme. Dans cette explication alternative, le contraste considéré participe d'une politique mondiale de reconstruction d'un système impérialiste qui mettrait à contribution des effets de « sujétion volontaire » pour assoir la conscience universelle de la marginalité de l'Afrique et de sa vocation de pourvoyeuse des matières premières qui servent l'industrialisation du Nord et de plus en plus de l'Orient. À partir des réalités contemporaines du commerce international, on assiste donc à la construction d'un système de domination qui se légitime avec la participation des dominés à leur propre marginalisation. Là réside certainement la plus-value contemporaine de l'histoire de l'impérialisme culturel qui permet de dominer en mettant à contribution les dominés à leur propre système d'assujettissement. « La vie dans le rêve d'autrui » (Tonda, 2021), entretient forcément cette extraversion préjudiciable à l'insertion optimale de l'Afrique dans le commerce international. Ceci n'est possible que si les structures mentales ont suffisamment été configurées et formatées pour servir d'infrastructure à la construction de la superstructure néolibérale capitaliste. Comment donc en sortir ?

## 2.2- Sortir de l'extraversion : un impératif pour la croissance des échanges Sud-Sud

Le constat de la grande capacité de nuisance des structures mentales foncièrement extraverties sur la souveraineté économique des États africains à partir de la projection d'un ZLECAF amène un formuler un certain nombre de recommandations. Dans un environnement socio-économique mondial où l'extraversion apparaît comme le nouveau nom de l'impérialisme, l'urgence et l'impératif d'une promotion du « *made in Africa* » s'imposent.

### 2.2.1- L'extraversion : le nouveau nom de l'impérialisme

Les effets pervers de l'extraversion en matière de souveraineté économique et commerciale des États d'Afrique s'énoncent surtout en termes de perpétuation de l'impérialisme. La dépendance des États d'Afrique vis-à-vis des États occidentaux et orientaux constitue un obstacle à l'émergence d'une véritable économie à l'échelle continentale. La Zone de Libre Échange Continentale d'Afrique Économique qui a vocation à promouvoir cette souveraineté économique du continent peine à tenir la promesse des fleurs du fait de cette culture de l'extraversion qui pose le problème des nouveaux mécanismes de domination à l'échelle mondiale.

L'observation des mutations en cours dans le système international notamment au niveau des structures économiques, politiques et culturelles ou mentales permet *in fine* de soutenir l'hypothèse selon laquelle l'extraversion est le nouveau nom de l'impérialisme. Il est donc plus qu'urgent d'en sortir. Or, sortir de l'extraversion c'est surtout permettre à la ZLECAF de jouer le rôle qui lui est assigné à savoir « être un instrument de décolonisation économique et un amortisseur des effets des accords de partenariat économique (APE) signés avec l'Union européenne » (Rapport Alternatif sur l'Afrique, 2020 :136).

Sortir de l'extraversion c'est permettre à la Zone de Libre Échange Continental de l'Afrique de réaliser ses objectifs et missions essentiels notamment :

- créer un marché unique pour les marchandises et les services par la facilitation de la libre circulation des personnes dans le but d'approfondir l'intégration du continent ;
- mettre en place un marché libéralisé pour les marchandises et les services ;
- contribuer à la circulation des capitaux et des personnes physiques et faciliter les investissements en s'appuyant sur les initiatives et les développements dans les États parties et les CER ;
- poser les bases de la création d'une union douanière continentale à un stade ultérieur ;
- promouvoir et réaliser le développement socio-économique inclusif et durable, l'égalité de genre et de la transformation structurelle des États parties ;
- renforcer la compétitivité des économies des États parties aux niveaux continental et mondial ;
- promouvoir le développement industriel à travers la diversification et le développement des chaînes de valeurs régionales *etc.*

### 2.2.2- L'urgence de promouvoir le « *made in Africa* » pour « décoloniser l'esprit ».

L'extraversion qui apparaît défavorable à la consolidation de la ZLECAF parce qu'elle fait du commerce intra africain le parent pauvre des échanges et fait la part belle à l'importation des biens et services « *Made in USA* », « *Made in France* », « *Made in England* », « *Made in China* », « *Made in Belgium* », *etc.* ne peut être modérée qu'en entreprenant une campagne de promotion du « *Made in Africa* ». On ne peut parvenir à déconstruire le complexe de l'ailleurs et de l'importé qui

coproduit l'extraversion qu'en proposant des biens et des services de qualité qui permettraient à termes de promouvoir le label « *Made in Africa* ». L'inscription de l'Afrique dans les chaînes de valeurs mondiale en dépend.

La promotion du « *Made in Africa* » doit servir de campagne de prise au sérieux et de valorisation de ce qui est produit en Afrique. Il ne s'agit nullement de basculer dans le protectionnisme. En effet, comme le rappelle à juste titre le Rapport 2019 de la CNUCED portant sur *le Développement Économique en Afrique*, « l'intégration de l'Afrique n'a pas vocation à déboucher sur un protectionnisme en matière de commerce et d'investissement, le but n'étant ni de renforcer la compétitivité de l'Afrique en vase clos, ni de limiter sensiblement les partenariats de développement que le continent entretient avec ses partenaires commerciaux extérieurs » (Rapport de la CNUCED, 2019 : 18). Il s'agit davantage de faire de la valorisation endogène de la production africaine et des biens et services produits localement un des leviers du développement économique et de la promotion des échanges commerciaux intra africains. Dans cette perspective, une reconsidération populaire de ce que propose le continent en matière d'industrie agro-alimentaire, d'automobile, de construction, d'énergie renouvelable doit être envisagé. Le label « *Made in Africa* » ne peut réussir à s'imposer qu'à partir d'une décolonisation des structures mentales qui ont jusqu'ici servi à promouvoir l'extraversion.

## Conclusion

Il était question de montrer comment les structures mentales et leur orientation extravertie, parce que foncièrement tournées vers l'extérieur, arrivent à déterminer les choix des partenaires économiques et commerciaux en Afrique. Il apparaît que la socialisation à l'extraversion à partir du colonialisme et de l'impérialisme met à rude épreuve la souveraineté économique de l'Afrique, souveraineté qui est adossée pari sur des effets positifs de la ZLECAF. Le complexe de « l'ailleurs » que promeut cette culture de l'extraversion conduit les agents sociaux à révéler une fascination *sui generis* pour « l'importé » défavorisant ainsi les échanges intra-africains souhaités pour émanciper économiquement l'Afrique. Il convient donc, pour espérer renverser la tendance et donner une chance à la ZLECAF, de repenser le rapport aux biens et services produits en Afrique et, au besoin de promouvoir le « *Made in Africa* ».

## Bibliographie

### Ouvrages

- Fanon, F. (2015). *Peau noire, masques blancs*, Paris, Éditions du Seuil.
- Girault, R. (1999). *Être historien des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- La Boetie, E. (1992). *Discours de la servitude volontaire*, Paris, Éditions Flammarion.
- Leclercq, S. (2010). *La rançon du colonialisme. Les surréalistes face aux mythes de la France coloniale (1919-1962)*, Dijon, Les presses du réel.
- Mondher, Kilani (2014). *Pour un universalisme critique*, Paris, La découverte.
- Ngugi wa Thiong'o. (2011). *Décoloniser l'esprit*, Paris, La Fabrique éditions.
- Tonda, J. (2001). *Afrodystopie. La vie dans le rêve d'autrui*, Paris, Kathala.

### Articles

- Austin, G. (2010). « Développement économique et legs coloniaux en Afrique », *International Development Policy/ Revue internationale de politique de développement*, n° 1 : 11-36.
- Avom, D. et Mignamissi, D. (2013). « Évaluation et analyse du potentiel commercial dans la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique centrale », *L'Actualité économique*, Vol. 89, n° 2: 115-145.
- Bassiloh, M. et M. Zawadi « Zone de libre-échange africaine : qu'est-ce qui va changer ? », <https://www.bbc.com/afrique/region-55844009>, consulté le 02 octobre 2021.
- Bayart, J.-F. (1999). « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », *Critique internationale*, n° 5: 97-120.
- Bolzman, G., T-O. Gakuba et M. Amalaman (2017). « Honte et migration : une relation complexe à saisir », *Pensée plurielle*, n°44 : 129-138.
- Geremia, P. et al. (2018). « La Zone de Libre Échange Continentale changera-t-elle la donne en Afrique ? » : 52-87.
- Gumisai Mutume, « Pourparlers commerciaux en faillite. Opposition croissante face à une libéralisation plus inéquitable du commerce », disponible sur <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/july-2007/pourparlers-commerciaux-en-faillite>, consulté le 20 février 2022.
- Hugon, P. (2007). « La politique économique de la France en Afrique. La fin des rentes coloniales ? », *Politique africaine*, n° 105 : 56-65.
- Lado H. « Pour une industrie automobile africaine », <https://www.financialafrik.com/2021/01/05/pour-une-industrie-automobile-africaine/>, consulté le 12 septembre 2021.
- Leduc, G. (1972). « La division internationale du travail et les pays en voie de développement », *Études internationales*, Vol. 3, n° 1 : 3-19.
- Malick, S. « Infrastructures, commerce intra africain et développement économique en Afrique », *Revue interventions économiques* [en ligne], Hors-séries. Transformations I 2017, <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/5793;DOI>, consulté le 02 octobre 2021.
- Osterhammel, J. (2010). « "Colonialisme" et "Empires coloniaux" », *Labyrinthe*, n° 35 : 57-68.
- Rosenfeld, M. « Le commerce d'exportation de voitures d'occasion entre Bruxelles et Cotonou », *Cahiers de l'Urmis*, <<http://journals.openedition.org/urmis/838>>, consulté le 12 septembre 2021.

- Sambou, A. H. et Samba Diop. (2023). « Intensité commerciale intra-CER en Afrique : la monnaie et la langue sont-elles des facteurs déterminant », *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management & Economics*, Vol.4, n°1-2 :283-300.
- Tonda, J. (2012). « L'impossible décolonisation des sciences sociales africaines », *Mouvements*, n°72 : 108-119.
- Tsana Nguengang, R. (2016). « Discours sur l'Afrique : entre déclaration manifeste de libération et détermination latente de domination du continent noir », dans G. Ekambi Dibongue (dir.), *Le discours en Relations internationales : la légitimation des conduites de politiques étrangères des États*, Yaoundé, Ifrikiya : 107-118.
- Vercellone, C. (2004). « Division internationale du travail, propriété intellectuelle et développement à l'heure du capitalisme cognitive », *Géographie, Économie, Société*, Vol. 6, n°4 : 359-381.
- Yebega Ndjana, N. J. (2016). « Discours paternalistes et avilissants sur l' "Africain" et cristallisation d'un inconscient d'infériorité, d'auto-flagellation et de rêve d'ailleurs », dans G. Ekambi Dibongue (dir.), *Le discours en Relations internationales : la légitimation des conduites de politiques étrangères des États*, Yaoundé, Ifrikiya : 201-242.

### Rapports

- Rapport de la CNUCED (2019). *Le Développement Économique en Afrique*, N.U, Genève.
- Rapport Alternatif sur l'Afrique (2020). *Les Souverainetés des sociétés Africaines face à la mondialisation*, RASA, n° 1.

### Webographie

- Bayila, W. (2019) « L'Afrique, nouvel eldorado des constructeurs automobiles », <https://fr.africanews.com/2019/04/15/l-afrique-nouvel-eldorado-des-constructeurs-automobiles/>, consulté le 11 septembre 2021.
- Lassaad Ben Ahmed, « L'Afrique importe le tiers de la production mondiale de riz », <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/l-afrique-importe-le-tiers-de-la-production-mondiale-de-riz-1265366/>, consulté le 11 décembre 2021.
- Moutiou Adjibi Nourou, « Le marché automobile africain est toujours dominé par les véhicules d'occasion, mais les temps changent... », <https://www.agenceecofin.com/la-une-de-lhebdo/0803-64533-le-marche-automobile-africain-est-toujours-domine-par-les-vehicules-d-occasion-mais-les-temps-changent>, consulté le 11 septembre 2021.
- Reeve, S. « Échanges commerciaux intra-africains : tendances et opportunités », <https://spore.cta.int/fr/marketing/all/article/echanges-commerciaux-intra-africains-tendances-et-opportunités-sid090168ea9-f7fa-482f-a3ed-df0dcdabbdæ>, consulté le 12 septembre 2021/